● (1430)

[Français]

LES RELATIONS EXTÉRIEURES

LE NICARAGUA—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre des Relations extérieures et lui dire que nous sommes d'accord sur la politique du gouvernement de continuer l'aide au Nicaragua. Mais est-ce que l'honorable ministre pourrait assurer la Chambre que, comme le premier ministre l'a indiqué à Londres, il y a quelques jours, qu'il se voulait le porte-parole du Tiers-Monde à la Conférence de Bonn, est-ce qu'il a l'intention de soulever ce problème des restrictions commerciales imposées par le Président américain aux gens du Nicaragua et de dire au Président américain que les Canadiens déplorent ce geste de déstabilisation vis-à-vis de ce peuple pauvre de l'Amérique centrale et qu'ici, au Canada, on lui demande de favoriser la démarche qui est très importante pour trouver la paix dans cette région du monde, c'est-à-dire de faire avancer le processus du Contadora?

L'hon. Monique Vézina (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, je pense que ce que notre premier ministre portera à Bonn, c'est sûrement la nécessité que le Tiers-Monde soit présent aux discussions puisque c'est une discussion internationale. A savoir s'il sera question du Nicaragua et des interventions quelles qu'elles soient face aux éléments nouveaux qui nous arrivent aujourd'hui, je pense que ce n'est pas l'objectif premier de la rencontre de Bonn. Et il me semble prématuré de présumer de ce que dira notre premier ministre à cette occasion.

LE NICARAGUA—LA POSITION DU PEUPLE CANADIEN

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président.

Je voudrais tout simplement demander au ministre de transmettre au premier ministre qui est là-bas le message suivant, savoir jusqu'à quel point les Canadiens sont outragés au sujet de cette décision. Le président américain s'est fait battre au Congrès par les parlementaires américains sur sa politique envers le Nicaragua, aujourd'hui, il veut faire payer le prix de son échec devant le Congrès américain par les citoyens du Nicaragua, j'espère donc que l'honorable ministre va transmettre ce message au premier ministre et démontrer clairement la position de tous les Canadiens vis-à-vis de ce problème.

L'hon. Monique Vézina (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, la position du Canada est claire. Nous avons toujours joué, je pense, un rôle de dialogue et de conciliateur et nous sommes convaincus que le meilleur instrument de la paix dans la situation du Nicaragua est l'aide que nous devons apporter au Contadora, et nous continuerons d'intervenir dans ce sens.

Questions orales

[Traduction]

LA SOUVERAINETÉ

L'APPLICATION ÉVENTUELLE DE LA LOI AMÉRICAINE À DES ENTREPRISES SITUÉES AU CANADA

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Il sera heureux d'apprendre que je viens de communiquer avec une personnalité du bureau américain de contrôle des avoirs étrangers au Département du Trésor américain, qui m'a dit que les États-Unis allaient d'ici quelques jours mettre en place une réglementation limitant les possibilités d'exportation vers le Nicaragua des filiales canadiennes d'entreprises américaines. Plus précisément, cette personnalité m'a dit que si une filiale canadienne vendait au Nicaragua un produit à contenu américain important, la société mère paierait une pénalité importante. Cela pourrait signifier, par exemple, que General Motors Canada, Ford Canada et Chrysler Canada ne pourront plus exporter de pièces détachées au Nicaragua.

En dépit de ce qu'il a dit précédemment, le ministre aurait-il l'obligeance de solliciter immédiatement une rencontre avec les autorités américaines, afin que cette action unilatérale de la part du gouvernement américain n'ait pas pour conséquence de bloquer les exportations canadiennes et de mettre des travailleurs canadiens en chômage?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je répondrai au député que je suis convaincu que la Chambre serait certainement très intéressée de savoir d'où il tient ses informations. Tout ce que je puis dire pour l'instant, c'est que, si les États-Unis mettent en place de tels règlements, il est évident que nous les étudierons. Il est certain que nous contacterons les autorités américaines si de tels règlements sont mis en place.

LA POSITION DU CANADA

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, pour être plus précis, c'est M^{me} Catherine Mann, du Bureau américain de contrôle des avoirs étrangers, qui m'a informé de la mise en place actuelle de ces règlements visant à limiter les exportations canadiennes vers le Nicaragua. Le ministre est-il prêt à ne pas simplement se dire préoccupé, mais à déclarer à la Chambre et aux Canadiens que, s'il est exact que l'on va entraver la politique d'exportation d'entreprises canadiennes en activité au Canada, les Canadiens sont tout à fait prêts à prendre leurs propres décisions et n'ont pas besoin de se faire dicter leur politique d'exportation par les États-Unis?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, le député sait bien qu'il est très difficile de répondre à un ensemble de circonstances hypothétiques comme celui qu'il évoque. Tout ce que je puis dire, si cela donne satisfaction au député, c'est que je n'hésiterai pas à demander à nos autorités de se mettre en rapport avec la source dont il dit tenir ces informations pour obtenir au moins des détails plus précis.